

Convention collective

IDCC : **9231** | **EXPLOITATIONS AGRICOLES ET ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX**

(Creuse)

(27 octobre 1993)

(Étendue par arrêté du 18 février 1994,
Journal officiel du 2 mars 1994)

Avenant n° 42 du 8 janvier 2020

NOR : AGRS2097094M

IDCC : 9231

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FDSEA

EDT

FD CUMA

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO

SGA CFDT du Limousin

SNCEA CFE-CGC

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 25 « Salaire de l'ouvrier non permanent » de la convention collective des exploitations agricoles et des entreprises de travaux agricoles et ruraux du département de la Creuse du 27 octobre 1993 est modifié et complété comme suit :

« Article 25 | *Salaire de l'ouvrier non permanent*

Les salariés non permanents bénéficient d'une indemnité de fin de contrat dont le montant, l'assiette et les cas de dispense de versement sont fixés par les articles L. 1243-8 à L. 1243-10 du code du travail (ou tous autres articles qui viendraient à s'y substituer).

Par dérogation aux dispositions de l'article L. 1243-10 du code du travail cette indemnité est due lorsque le contrat est conclu avec un jeune pour une période comprise dans ses vacances scolaires ou universitaires ou lorsque le contrat est conclu au titre du 3° de l'article L. 1242-2 du même code ceci à l'exception :

- des salariés embauchés au ramassage et conditionnement des petits fruits rouges (myrtille, framboises, cassis, groseilles, fraises) ; et
- les salariés embauchés à la taille et l'éclaircissage manuel des vergers de pommes ; employés moins de 15 jours pendant la saison des tâches mentionnées ci-dessus chez le même employeur.

Cette indemnité est versée au terme du contrat à durée déterminée avec le dernier salaire mais peut, à l'initiative de l'employeur faire l'objet d'avances mensuelles.

Cette indemnité est exclusive de toute autre prime ou indemnité, elle ne saurait se substituer à l'éventuelle indemnité compensatrice de congés payés. »

Article 2

Le présent avenant dont les parties signataires demandent l'extension prendra effet au 1^{er} janvier 2020.

Article 3

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et un exemplaire sera déposé à l'unité départementale de la Creuse de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Nouvelle-Aquitaine, 1, place Varillas, à Guéret.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 à L. 2261-23-1 du code du travail.

Fait à Guéret, le 8 janvier 2020.

(Suivent les signatures.)